CE MONDE QUI BOUGE

Comment reconstruire la gauche arabe et maghrébine ?

De Tunis, Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

L'instant d'une rencontre s'étalant entre le dimanche 29 et le lundi 30 mai à Tunis, des partis de gauche arabes et maghrébins et des militants de gauche indépendants, pour la plupart quinquagénaires et sexagénaires, réunis à l'initiative du *Monde Diplomatique* et de la Fondation Rosa Luxembourg, venus débattre et échanger leurs points de vue sur la situation de leurs pays et de la région «arabe» et nord-africaine, sur le thème «5 ans après le printemps 2011, défis, tâches et stratégies des moyens des gauches arabes», semblaient renouer avec une époque que l'on croyait définitivement enterrée. Celle de ces années 1970 où le mouvement progressiste moyen-oriental et nord-africain représentait une réelle force politique. Ce temps où tous les rêves semblaient permis et où ces partis progressistes étaient persuadés que le monde ne pouvait qu'aller de l'avant vers un avenir de progrès, avec une URSS présentée comme le phare du mouvement progressiste mondial et garante d'un processus irréversible vers le socialisme.

Mais en ce 29 mai, ils n'étaient pas là pour évoquer le passé, car les rêves de leur jeunesse, ceux d'un monde meilleur, ont laissé place aux dures réalités. Pour ces militants progressistes, rescapés du retournement de l'Histoire, de la répression, des assassinats et des guerres ayant laminé leurs partis respectifs, venus de pays en crise, au bord de l'implosion pour certains, sous la menace de l'instauration, par la violence, d'un ordre social moyen-âgeux et réactionnaire, soutenu par les régimes réactionnaires arabes avec l'aval des puissances occidentales, le réveil a été brutal. Le printemps arabe a pris de court la majorité d'entre eux ou ce qu'il reste de la gauche arabe et maghrébine. Il a été révélateur du «recul du rôle de la gauche arabe», a estimé Samir Al-Aker du Rassemblement démocratique jordanien (RDJ). Tout comme les régimes en place, ces partis de gauche n'ont pas vu venir cette vague de colère sociale qui allait balayer les régimes en place avant d'être instrumentalisée dans les cas libyen et syrien par les puissances occidentales et les régimes arabes à leur solde, et précipiter ces pays dans un chaos générateur de déstabilisation et de désordre régional. Alors que faire, comment reconstruire la gauche dans les pays arabes et maghrébins et faire face aux défis de l'heure ? Cette question s'est posée à tous les participants.

Lors de ces retrouvailles de Tunis, sans doute les premières sur le thème cité plus haut, auxquelles ont pris part également des représentants de la gauche européenne — le Parti communiste français, le Parti de gauche, Syriza (Grèce), Razem (Pologne) – s'est dégagée une convergence de vues sur le fait de mieux s'impliquer dans les dynamiques sociales et de ne pas laisser le terrain libre à l'Islam politique. Et même si, globalement, ces partis se refusent de l'admettre, ces retrouvailles ont également montré qu'il était temps de réinventer la pensée et la pratique progressiste marxiste et, partant, de faire un sort aux schémas de pensée hérités des années 1960 et 1970 dans lesquels ils étaient enfermés et qui ne leur ont pas permis de prendre la mesure des réalités nouvelles induites par la mondialisation capitaliste à l'heure d'internet et des réseaux sociaux. D'où le besoin d'état des lieux exprimé par certains participants avant de s'atteler à une dure tâche, celle de reconstruire la gauche arabe et maghrébine sur des bases plus en prise sur le réel des dynamiques sociales. Le besoin de mettre en place « un projet progressiste de nature à réenchanter la politique et la chose publique au Nord comme au Sud» a été certes exprimé par des participants, mais chacun a bien vu que beaucoup restait à faire. En effet, au terme de deux jours de débat, les lignes ont quelque peu bougé, mais pas au point de rompre avec un schéma d'analyse et de pensée (mais aussi politico-organisationnel) décalé avec les réalités d'aujourd'hui.

Sans le vouloir, en lançant un appel aux représentants des partis présents pour faire plus de place dans les instances dirigeantes à la jeunesse – les moins de 35 ans sont majoritaires dans les pays arabes et maghrébins — un jeune militant du parti tunisien Qotb (le Pôle démocratique) a sans doute exprimé le ressenti politique de cette génération dite de manière simpliste «génération Facebook», qui, sans attendre ses aînés, a été à l'avant-garde du mouvement de contestation socio-politique en Tunisie, en Égypte, et ailleurs. Et qui, sans renoncer aux fondements de la pensée marxiste, veut instaurer une nouvelle manière de penser le politique et d'agir, plus en adéquation avec les réalités d'aujourd'hui. La reconstruction de la gauche arabe et maghrébine passe également par une plus forte intégration de ces jeunes porteurs d'initiatives inédites et d'une manière de penser le politique plus en phase avec leur temps.

H. Z.

19e TRIPARTITE EN JUIN

Une rencontre et puis s'en vont ?

La tripartite gouvernement-syndicats-patronat de cette année, la 19e du nom, se tiendra le 5 juin. Le contexte économique et financier difficile que traverse le pays, après la chute des cours du pétrole, planera indiscutablement sur cette réunion. Mais les experts restent sceptiques, voire méfiants quant à voir ladite réunion sortir avec des décisions importantes.

Photo : Samir Sid

Photo archive de la tripartite de 2014.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - En somme, la tripartite de ce mois de juin qui fait suite à la 18e tenue le 14 octobre 2015, risque fort bien, et c'est même une certitude, d'être la pâle copie des précédentes éditions.

Du côté du gouvernement, on prévoit de soumettre à l'appréciation des «partenaires» le nouveau modèle économique 2016-2019 annoncé par le Premier ministre. «La réunion de la tripartite, le 5 juin prochain, sera consacrée à l'étude des moyens de dynamiser et d'améliorer l'économie nationale ainsi qu'à l'examen du nouveau modèle économique (2016-2019)», a affirmé Abdelmalek Sellal à l'inauguration, le 15 mai dernier, de la 17e édition du Salon international du tourisme et des voyages (Sitev). Mais face aux expériences du passé, cette tripartite sera-t-elle encore une nouvelle «réunionite» ? s'interroge à juste titre le professeur Abderrahmane Mebtoul, dans sa toute récente contribution.

Et de poursuivre dans la même forme interrogative : «Des décisions concrètes seront-elles prises afin de réhabiliter la bonne gouvernance, l'économie de la connaissance et l'entreprise créatrice de richesses, publiques et privées locales-internationales comme le stipule la nouvelle Constitution, sans distinction, face à un cours des hydrocarbures faible qui risque de durer dans le temps ?» Des interrogations dont le message subliminal est que ce sont les questions qui doivent être au cœur de la réunion, si on espère qu'elle aboutisse à des solutions concrètes à des remèdes qui persistent malgré les 18 réunions tenues à ce jour. Selon le Pr Mebtoul, le gouvernement doit éviter quatre écueils s'il veut apporter des solutions positives face à la crise financière que traverse le pays et susciter l'adhésion à la nécessaire nouvelle politique économique.

Ainsi, suggère-t-il, pour instaurer un véritable dialogue social, il serait souhaitable de convier d'autres organisations syndicales autonomes avec lesquelles notamment les ministres du Travail, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Santé sont déjà en contacts permanents. «La composante est la même depuis plus de deux décennies alors que l'environnement économique et social algérien a profondément changé, ce qui explique que les anciennes tripartites ont eu peu d'effets face aux tensions sociales», explique M. Mebtoul qui tient à rappeler que d'autres forces sociales et économiques sont apparues depuis, dont il va falloir tenir compte, «faute de quoi cela s'apparenterait à un monologue du pouvoir avec lui-même, sans impact pour la résolution concrète des problèmes économiques et sociaux».

Deuxièmement, de l'avis de Mebtoul, «le gouvernement doit se démarquer d'une vision culturelle» largement dépassée des années 1970, tant sur le plan politique, économique qu'en matière diplomatique. «Nous sommes en 2016 avec des mutations géostratégiques considérables entre 2016/2020 qui préfigurent de profonds bouleversements géostratégiques», énonce-t-il. Et en guise de troisième suggestion, il préconise d'éviter que la tripartite, soit un lieu de «redistribution de la rente» en fonction d'intérêts étroits. «Car lorsqu'un pouvoir agit bureaucratiquement, sans concertation, sans tenir compte de la réelle composante sociale, la société enfante ses propres règles qui lui permettent de fonctionner en dehors de l'Etat officiel, se traduisant alors par un divorce croissant Etat/citoyens», souligne-t-il.

Sur le registre des propositions, le président de la Confédération algérienne du patronat (CAP), Boualem M'rakech, a annoncé que son organisation va proposer, lors de la tripartite, la création d'une structure «nouvelle» adaptée à la nouvelle politique économique projetée par le gouvernement. Une structure qui devra disposer du «pouvoir décisionnel» et réunir en son sein les parties prenantes de la tripartite.

Y. D.

INTERVIEW EXPRESS DU PATRON DE LA CONFÉDÉRATION DU BTPH :

«La bureaucratie tentaculaire rampante fait trop de dégâts»

Le Dr Abdelmadjid Dennouni, président de la Confédération nationale du bâtiment et des travaux publics, qui a fait d'intéressantes propositions au cours des derniers mois — dont certaines semblent avoir été retenues — a bien voulu répondre à nos questions à la veille de la tripartite où sa confédération est engagée d'une manière concrète.

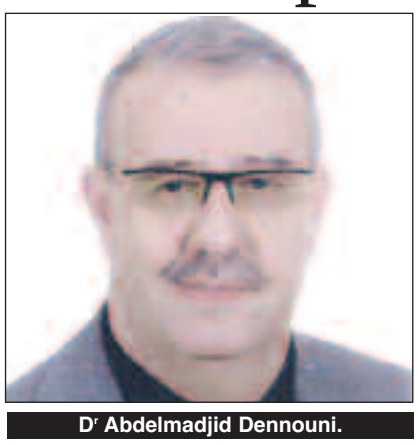

Photo : DR

Dr Abdelmadjid Dennouni.

***Le Soir d'Algérie* : Cette tripartite semble importante dans la mesure où il s'agit d'engager une nouvelle politique économique. En quoi réside cette importance ?**

Dr Abdelmadjid Dennouni : La tripartite prévue pour le 5 juin prochain revêt un caractère particulier en ces moments de crise. C'est le moment de prendre des décisions conformes à la réalité économique du pays, l'heure n'est plus à l'attentisme, ni à la sensibilisation, il faut passer à l'acte, cela relève du défi certes, mais cela s'impose face à la baisse des revenus pétroliers.

Il semble que certaines questions qui vont être abordées ont déjà été signalées dans vos interventions. Attendez-vous un changement après cette tripartite ?

L'objet de la tripartite sera consacré à la restructuration économique, la diversification des sources de richesses et d'exportation. Des propositions de cette nature ont été faites déjà aux pouvoirs publics et nous avons attiré l'attention des responsables de manière récurrente sur les dangers liés à la dépendance des hydrocarbures et à l'urgence d'une stratégie de diversification, ce qui implique forcément un nouvel ordre économique.

Est-il possible de réduire la facture d'importation ?

Cette stratégie de diversification, c'est tout simplement une réinsertion de l'économie qui fera l'objet de débat lors de la tripartite et nous espérons une réelle prise de conscience des responsables concernés. Le volume des importations reste assez important et de ce fait, il constitue un obstacle pour les finances publiques, il est possible d'y remédier, il suffit d'une volonté politique pour économiser des milliards de dollars.

Les secteurs d'investissements à privilégier pour se substituer à l'importation sont connus. Cela nécessite la mise en place de nouveaux mécanismes économiques : les stratégies de substitutions impliquent la révision des politiques des subventions et l'assainissement du climat d'affaires. Voilà les grands défis à relever et nous n'avons pas le choix, quand il faut y aller, il faut y aller.

Difficile pari…

Oui bien sûr, mais le pari reste des plus difficiles et pour cause, nous avons affaire à une bureaucratie tentaculaire rampante qui n'a fait que trop de dégâts, mais l'espoir est permis. Attendons pour voir…

Propos recueillis par R. N.